



Tous droits réservés

DROIT INSTITUTIONNEL DE L'UNION EUROPEENNE

Séance 6 - Le recours contre les institutions de l'Union européenne

Introduction	2
I. Le recours en annulation	3
A) Les conditions de recevabilité du recours en annulation	3
B) Les moyens du recours en annulation.....	4
C) Les effets du recours en annulation	5
II. Le recours en carence.....	5
A) Les conditions du recours en carence.....	6
B) La procédure du recours en carence.....	7
III. Les recours en responsabilité.....	8
A) Le recours en responsabilité extracontractuelle	8
B) Les recours en responsabilité contractuelle.....	9

Introduction

La Cour de Justice de l'Union européenne (*ci-après « CJUE »*) qui englobe (I) la Cour de Justice (II) le tribunal et (III) les tribunaux assimilés, est au sens de l'**article 13 du TUE** une institution de l'Union au même titre que le Parlement, le Conseil, la Commission et la Banque centrale.

La **Cour de justice** est au sommet de la hiérarchie juridictionnelle européenne. Elle est composée d'**autant de juges que d'États membres** (27 depuis la sortie du Royaume-Uni) et **11 avocats généraux** qui sont choisis parmi les personnalités qui offrent « *toutes garanties d'indépendance* » et qui réunissent « *les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des jurisconsultes possédant des compétences notoires* ».

Proposés par leurs États respectifs, sans condition de nationalité, les juges et les avocats généraux sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des États membres, après consultation d'un comité chargé de donner un avis sur l'adéquation des candidats à l'exercice des fonctions de juge et d'avocat général.

La Cour de justice siège normalement en **chambres de cinq ou de trois juges**, mais elle peut également siéger en Grande chambre, comprenant **quinze juges**, lorsque l'affaire s'y prête ou lorsqu'un État membre ou une institution de l'Union partie à l'instance le demande.

Le Tribunal est quant à lui composé de **57 juges** choisis parmi les personnalités qui offrent toutes garanties d'indépendance et qui possèdent « *la capacité requise pour l'exercice de hautes fonctions juridictionnelles* ». Ils sont nommés suivant la même procédure que les membres de la Cour de justice. Comme la Cour, le Tribunal siège en **chambres**, de **trois ou de cinq juges**, mais il peut siéger en Grande chambre, comprenant **quinze juges**, lorsque la difficulté en droit ou l'importance de l'affaire ou encore des circonstances particulières le justifient.

En qualité de garante du respect du droit dans l'interprétation et l'application des traités, la CJUE exerce un contrôle juridictionnel du respect de l'ordre juridique de l'Union. Ainsi, la CJUE n'est pas une juridiction internationale comme les autres et est susceptible d'être saisie de recours très variés, car l'Union est une organisation

d'intégration que la CJUE qualifie elle-même d'« Union de droit » (**CJUE, 29 juin 2010, aff. C—550/ 09, E. et F.**). Dans ce cadre le **TFUE** prévoit trois recours qui permettent de contrôler les institutions de l'Union européenne.

I. Le recours en annulation

Le recours en annulation est organisé par l'**article 263 du TFUE**.



Définition : Il vise à obtenir du juge européen l'annulation d'un acte adopté par une institution, un organe ou un organisme de l'Union européenne pour illégalité (équivalent en France au recours pour excès de pouvoir en droit administratif).

A) Les conditions de recevabilité du recours en annulation



À retenir : En premier lieu, au sens de l'**article 263 § 1 du TFUE**, le recours en annulation n'est recevable que s'il porte sur un acte qui produit des effets juridiques.

Il peut donc porter sur les actes législatifs, sur les actes du Conseil, de la Commission, de la Banque centrale européenne (BCE) autres que les avis et les recommandations. Il peut également porter sur les actes dits « atypiques » ou hors nomenclature qui ne sont pas nécessairement prévus par les traités, mais qui produisent des effets juridiques.



Attention : En revanche, est irrecevable le recours en annulation portant sur un acte préparatoire ou purement confirmatif, car ce type d'acte ne produit pas en lui-même d'effet juridique.



À retenir : En deuxième lieu, le recours en annulation n'est recevable que s'il est exercé par une personne autorisée.

Le **TFUE** organise sur ce point une gradation des catégories de requérants :

- Les **requérants privilégiés** (États membres, Conseil, Commission et Parlement) sont recevables à exercer un recours en annulation sans avoir à démontrer un intérêt à agir.
- Les **requérants semi-privilégiés** (Cour des comptes, BCE, Comité des régions) ne sont recevables à exercer un recours en annulation que s'ils démontrent que ce dernier tend à la sauvegarde de leurs prérogatives.
- Enfin les **requérants non privilégiés** (toute personne physique ou morale) ne sont recevables à exercer un recours en annulation que s'ils démontrent d'un intérêt à agir c'est-à-dire s'ils sont directement et individuellement touchés par l'acte.



À retenir : En dernier lieu, le recours en annulation n'est recevable que s'il est exercé dans le délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte au requérant ou de sa publication.

B) Les moyens du recours en annulation

Sur le fond du droit, pour que le recours en annulation prospère il doit se fonder sur l'un des **quatre moyens** énoncés par le **TFUE** :

- **L'incompétence** qui est un moyen d'ordre public qui doit être soulevé d'office par le juge lorsque l'acte est adopté par une institution de l'Union qui n'a pas la compétence matérielle ou temporelle pour adopter un tel acte ;
- **La violation des formes substantielles** qui est également un moyen d'ordre public qui vise toutes les hypothèses dans lesquelles les formalités accompagnant l'élaboration d'un acte n'ont pas été observées à condition que la violation soit substantielle c'est-à-dire qu'elle a pu exercer une influence sur le contenu de l'acte ou priver le requérant de la possibilité d'en contrôler la régularité ;
- **Le détournement de pouvoir** qui vise les hypothèses dans lesquelles une autorité use de ses pouvoirs dans un but autre que celui en vertu duquel ses pouvoirs lui ont été conférés ;

- **La violation des traités ou de toute autre règle de droit** qui vise les hypothèses dans lesquelles une règle de fond a été inobservée.

C) Les effets du recours en annulation

Dans le cadre du recours en annulation, le juge européen peut soit rendre un arrêt de rejet soit rendre un arrêt d'annulation.



Attention : Il ne dispose donc que d'un pouvoir limité, car il ne peut pas se substituer à l'institution autrice de l'acte.

Si le juge rend un **arrêt de rejet**, celui-ci n'a qu'une **autorité relative** et ne vaut pas certificat de validité de l'acte, car le juge est lié par les moyens soulevés par les parties et il se peut que l'acte soit entaché d'illégalité pour des raisons autres que celles soulevées par les parties.



À retenir : En revanche, si le juge rend un arrêt d'annulation, celui-ci est revêtu de l'autorité de la chose jugée et entraîne, au sens de **l'article 264 du TFUE** la nullité de l'acte litigieux.

Enfin, **l'article 266 du TFUE** prévoit que l'organe duquel émane l'acte annulé est tenu de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt d'annulation. S'il s'abstient de tirer les conséquences nécessaires de l'annulation de l'acte, il est susceptible de faire l'objet d'un recours en carence.

II. Le recours en carence

Le recours en carence est organisé par **l'article 265 du TFUE**.



Définition : Contrairement au recours en annulation qui vise à contester un acte, le recours en carence vise à contester l'abstention fautive d'une institution de l'Union européenne.

A) Les conditions du recours en carence

Pour que le recours en carence prospère, **il convient de caractériser l'existence d'une carence.**



Définition : Une carence est une situation dans laquelle une institution européenne avait l'obligation d'agir en vertu du droit primaire ou dérivé ou en vertu d'un arrêt de la Cour de Justice, mais s'est abstenue.

Il convient de préciser que cette obligation d'action ne doit laisser aucune marge d'interprétation quant à la position à adopter.



Exemple : En matière de pêche la Commission dispose d'une marge d'interprétation et il ne peut donc pas y avoir de recours en carence contre le refus d'adoption de quotas.

Comme en matière de recours en annulation, l'**article 263 du TFUE** opère une **distinction entre les requérants privilégiés et non privilégiés**. Cependant, la catégorie des requérants privilégiés qui n'ont pas à justifier d'un intérêt à agir est appréciée plus largement que pour le recours en annulation, car elle englobe tous les États membres et toutes les institutions autres que celle mise en cause.

Par ailleurs, en matière de recours en carence il n'existe pas de catégorie intermédiaire et toutes les personnes autres que celles qui sont qualifiées de privilégiées sont non privilégiées et doivent démontrer que l'institution a omis d'adopter une décision individuelle les concernant ou qu'elle a omis d'adopter une disposition de portée générale qui les concerne individuellement et directement.

B) La procédure du recours en carence



À retenir : La procédure débute par une phase précontentieuse, car l'**article 265 du TFUE** indique que le recours n'est recevable que si l'organe concerné a été préalablement invité à agir par le requérant.

À compter de cette invitation, l'organe concerné dispose d'un délai de 2 mois pour agir. Ce n'est qu'à l'expiration de ce premier délai de 2 mois, si l'organe concerné a explicitement refusé d'agir ou n'a pas réagi, que s'ouvre le délai d'action de la procédure contentieuse qui est lui aussi de 2 mois.



À retenir : Si la procédure contentieuse est ouverte, la Cour de justice devra vérifier :

- D'une part que l'institution se trouvait bien dans une situation d'obligation d'agir ;
- Et d'autre part qu'elle n'a pas agi.

La Cour de Justice va donc rendre un **arrêt de constat** qui constate l'absence ou l'existence d'une carence. Les effets de cet arrêt sont, comme pour le recours en annulation, organisés par l'**article 266 TFUE** qui prévoit que l'organe concerné doit prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt.



Attention : Si en dépit de la constatation de carence l'organe concerné n'agit pas, il sera possible d'exercer à l'encontre de ce dernier un recours en responsabilité pour obtenir réparation du préjudice subi du fait de l'inexécution fautive de l'organe.

III. Les recours en responsabilité

A) Le recours en responsabilité extracontractuelle

Le recours en responsabilité extracontractuelle trouve sa source dans l'**article 340 du TFUE** qui prévoit que l'Union est tenue de réparer les dommages qu'elle a causés, par ses institutions ou ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.



À retenir : De manière classique dans le cadre d'un recours en responsabilité extracontractuelle il convient de démontrer l'existence d'une faute, d'un préjudice et d'un lien de causalité.

Au sens de l'**article 340 du TFUE**, la faute doit avoir été commise par une institution de l'Union, mais la Cour de justice estime que le recours en responsabilité extracontractuelle ne se limite pas aux institutions énumérées par l'**article 13 du TUE** (Parlement, Conseil, Commission, Cour de justice, BCE, Cour des comptes), mais doit aussi englober d'autres organes tels que la Banque européenne d'investissement qui doit contribuer à la réalisation des objectifs de l'Union (**CJCE, 2 déc. 1992, aff. C—370/ 89, SGEEM et Etroy c/BEI**).

Par ailleurs, l'**article 340** prévoit que l'Union doit également répondre des fautes de ses agents dans l'exercice de leurs fonctions ce qui signifie que les fautes personnelles commises par l'agent ne peuvent pas donner lieu à un recours en responsabilité contre les institutions européennes, mais uniquement à un recours en responsabilité contre l'agent devant les juridictions nationales.

Le préjudice doit quant à lui être réel, certain et évaluable et le lien de causalité doit être direct, car, lorsque la contribution de l'institution au préjudice est trop éloignée, il y a lieu de considérer que le lien de causalité est insuffisant (**Trib. UE, 26 sept. 2014, aff. jets T-91/12 et T-280/12, Flying Holding et a. c/Comm**).



À retenir : Si l'intégralité de ces conditions sont réunies, l'Union devra réparer le préjudice de la victime du comportement ou de l'acte illégal en reconstituant autant que possible son patrimoine (CJCE, 27 janv. 2000, aff. jointes C-104/89 et C-37/90, *Mulder et a. c/Comm. et Cons.*)

B) Les recours en responsabilité contractuelle

Pour assurer l'intégralité de ses missions, l'Union européenne est amenée à conclure un certain nombre de contrats.

Sur ce point, l'**article 272 du TFUE** prévoit que la Cour de Justice de l'Union européenne peut être désignée compétente par une clause compromissoire contenue dans un contrat de droit public ou de droit privé passé par l'Union ou pour son compte.



À retenir : Ainsi, la Cour de Justice peut être amenée à être compétente en matière de responsabilité contractuelle et devra conformément à l'**article 340 alinéa 1 du TFUE** faire application de la loi applicable au contrat en cause.